



Crise du logement, le Ceser annonce une grande étude pour 2026

Publié le 14/04/2025

AddToAny (share) est désactivé.

AUTORISER

00:00

00:00

Le Conseil économique social et environnemental se penche sur les leviers à mettre en place pour gagner la bataille du logement en Pays de la Loire. L'instance consultative régionale lance une grande étude sur le logement dont les résultats sont attendus pour juin 2026.

Journée collective organisée par le Ceser sur le logement, le mercredi 2 avril à l'Hôtel de région. Sara Bernède - IJ

Le logement devient un enjeu de taille tant pour la population que pour les acteurs économiques. Sous pression lorsqu'il s'agit d'accompagner les candidats, permanents ou temporaires, dans la recherche d'un domicile. Le 2 avril, dans le cadre d'une journée collective, le **Conseil économique social et environnemental** (Ceser) a annoncé réaliser une grande étude sur le logement. Les résultats sont attendus pour juin 2026. Elle découle d'une précédente analyse sortie en mars 2024 qui avait pour thème « La cohésion sociale : la prévention comme clé de lutte contre la précarité ». L'accessibilité au logement y avait déjà longtemps été abordée comme le défi de ces prochaines années.

À ce titre, dix communautés de communes des différents départements des Pays de la Loire seront interrogées. On notera parmi elles, Pornic Agglo-Pays de Retz, Erdre et Gèvres, Angers Métropole, Terres de Montaigu, Monts des Avaloirs (Mayenne) ou bien encore le Pays Sabolien présent à la fois en Mayenne et en Sarthe. Des territoires au visage pluriel, tant d'un point de vue sociodémographique, économique, qu'environnemental.

Durant une journée, les élus et techniciens municipaux, puis les acteurs locaux tels que les associations, les bailleurs sociaux, les CCAS et les agences France Travail seront amenés à remonter leurs problématiques et expérimentations.

Rappelons toutefois que le **Ceser** fait l'objet depuis plusieurs jours d'une remise en question de certains parlementaires dans le cadre de l'adoption de la loi de la simplification de la vie économique. Ce qui pourrait compromettre à terme sa mission sur le logement. Reste qu'elle s'empare aujourd'hui de la question dans les Pays de Loire. Ce mercredi 2 avril, cent trente personnes ont assisté aux débats de cette instance.

AddToAny (share) est désactivé.

AUTORISER

PUBLIÉ PAR

Sara BERNÈDE

[Voir les articles](#)